

5 mesures pour libérer le potentiel économique de l'Italie

PARIS – 8 MARS 2018 – Suite aux élections législatives italiennes du 4 mars 2018, [Euler Hermes](#), leader mondial de l'assurance-crédit, propose 5 mesures macroéconomiques qui permettraient à l'Italie d'accélérer sa course vers un cycle de croissance vertueuse.

« Dans un climat économique européen porteur, on peut s'attendre à deux nouvelles années positives pour l'Italie, avec une croissance du PIB estimée à +1,4% en 2018 et +1,2% en 2019. La reprise du commerce couplée aux conditions financières et monétaires accommodantes joueront un rôle important. L'économie italienne sera soutenue par la reprise de la consommation privée (+1%), par les investissements (+4%) et les exportations (+4,4% en termes réels) », analyse Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes.

#1 Stimuler le pouvoir d'achat

Bien que la consommation privée ait été le moteur de la croissance italienne ces dernières années, le pouvoir d'achat des ménages italiens s'est avéré plus faible que celui des partenaires européens de l'Italie. Pour donner plus de marge de manœuvre aux ménages, on pourrait imaginer l'adoption d'un régime d'impôts sur le revenu plus progressif que l'existant (de 23% à 43%). De plus, les prix à la consommation de l'énergie sont plus élevés en Italie qu'en France et en Espagne. Le même constat s'applique au secteur des services. De nouvelles réformes dans ces deux secteurs, vers plus de dérégulation, aideraient à réduire la rigidité des prix et délivreraient un surplus de pouvoir d'achat pour les ménages italiens.

#2 Libérer le financement et l'investissement

Les banques italiennes sont en bien meilleure posture que l'an passé. Le stock total de prêts non-performants a significativement diminué de -104 Mds EUR, et atteint désormais 274 Mds EUR. Malgré ce recul, la majorité des prêts non-performants restent dirigés vers les entreprises (70%). La solution pourrait être d'améliorer les règles relatives aux prêts sur nantissement, ce qui faciliterait amplement l'estimation et la vente de prêts non-performants, en permettant aux établissements de crédit d'améliorer l'octroi de prêts aux entreprises. Par ailleurs, les banques italiennes gagneraient à créer de nouveaux produits d'investissements.

#3 Miser sur les PME

Les PME, qui ont été à la fois un filet de sécurité et de vrais champions de la compétitivité pour l'Italie, pourraient servir de tremplin pour le pays. Cependant, il est nécessaire de prendre des mesures décisives pour promouvoir cette catégorie d'entreprises et pour leur faciliter la vie. Un ajustement à la baisse plus prononcé de l'impôt sur les sociétés pourrait être envisagé. Le poids des charges sociales pourrait également être allégé en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises italiennes à l'international. Par ailleurs, la question des délais de paiements entre entreprises est devenue primordiale : le délai moyen est de 85 jours alors que le seuil national est de 30 jours. La mise en place d'un allègement fiscal pour les entreprises qui parviennent à payer leurs fournisseurs dans un délai raisonnable est une solution envisageable.

« Grâce à l'amélioration de la conjoncture économique, les entreprises italiennes sont devenues plus sérieuses en matière de délais de paiement, malgré certains problèmes qui n'ont toujours pas été résolus comme le remboursement des dettes de l'administration publique. Sur les cinq dernières années, la tendance est à l'amélioration des délais de paiement, ce qui est reflété par le recul du nombre de défaillances (-12% en 2017). A l'échelle locale, les régions du sud sont les plus pénalisées, alors que les entreprises orientées vers l'export profitent du rebond du commerce mondial », détaille Massimo Reale, Directeur des ventes chez Euler Hermes Italie.

#4 Penser image de marque

Les réformes et initiatives vouées à rendre le système italien plus attractif portent leurs fruits, mais le pays a besoin d'une stratégie claire pour améliorer l'image de sa bureaucratie, de ses procédures judiciaires et de ses secteurs protégés. Le but est d'améliorer l'attractivité de la marque italienne. En

tête de gondole, les exportations doivent devenir la priorité nationale. L'acquisition de capacités digitales et le savoir-faire dans les secteurs du commerce de détail et de l'industrie pourraient stimuler le pouvoir de fixation des prix des entreprises italiennes, par ailleurs déjà élevé. En 2018, trois secteurs enregistreront des gains à l'export conséquents : les machines et équipements (+6,9 Mds EUR), la chimie (+4,6 Mds EUR) et le textile (+3,4 Mds EUR).

#5 Développer l'ItalianTech

La performance italienne en matière de climat des affaires s'améliore, mais la qualité de la connectivité reste à la traîne. Cependant, l'innovation (dont la R&D et la qualité de la recherche scientifique) et les compétences des travailleurs (dont l'éducation secondaire, supérieure et les formations) sont des atouts non-négligeables.

« Le plan industrie 4.0 a apporté un stimulus nécessaire en termes d'investissements technologiques. Mais l'innovation italienne est une marque qui a besoin d'être renforcée par de meilleurs crédits d'impôts pour la R&D, des incitations fiscales pour les start-up et PME innovantes, des pôles d'innovation digitale et de compétitivité, et le développement de solides infrastructures digitales à l'échelle nationale », conclut Ludovic Subran.

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43
maxime.demory@eulerhermes.com

Footprint Consultants

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80
cjacquet@footprintconsultants.fr

Euler Hermes Group

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14
jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80
qgiudicelli@footprintconsultants.fr

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans 52 pays avec plus de 6 050 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2017 et garantissait pour 894 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2017. Plus d'informations: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermesFR](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.